



**PRÉFET  
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France  
Unité Départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et Installations Classées  
de Paris et des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot-Curie  
BP 102  
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 05/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **METAUX 116**

116 RUE DU MOULIN CAGE  
92230 Gennevilliers

Références : 31323  
Code AIOT : 0007407636

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2026 dans l'établissement METAUX 116 implanté 116 RUE DU MOULIN DE CAGE 92230 Gennevilliers. L'inspection a été annoncée le 14/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- METAUX 116
- 116 RUE DU MOULIN DE CAGE 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0007407636
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Métaux 116 exerce une activité de récupération des ferrailles depuis 1996. Le site en activité comporte 2 hangars communiquant entre eux ainsi qu'un terrain mitoyen.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 2
- Déchets
- Équipement sous pression

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 35	Demande d'action corrective	2 mois
4	Appareils à pression	AP de Mise en Demeure du 16/09/2024, article 2	Levée de mise en demeure	Immédiat
5	Appareils à pression	AP de Mise en Demeure du 16/09/2024, article 3	Levée de mise en demeure	Immédiat
6	Appareils à pression	AP de Mise en Demeure du 16/09/2024, article 4	Levée de mise en demeure	Immédiat

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Moyens d'intervention autres que l'eau	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1 Annexe I	Sans objet
2	Maintenance des équipements	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 25	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate que l'arrêté de mise en demeure du 16/09/2024 relatif aux appareils à pression a été suivi d'effet.

L'exploitant doit par ailleurs analyser les raisons du léger dépassement de la basicité limite du pH de ses eaux de rejet au réseau public, et y remédier.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Moyens d'intervention autres que l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1 Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.
<b>Constats :</b>  Sur place, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'une réserve de sable meuble et sec ainsi que de deux pelles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Maintenance des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté son registre de sécurité. La dernière vérification des extincteurs a été réalisé le 16/09/2025. Sur place, l'inspection des installations classées a contrôlé aléatoirement 3 extincteurs. L'ensemble de ces extincteurs a bien été vérifié en septembre 2025.  De plus, l'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification des installations électriques daté du 19/02/2025. Ce rapport fait état de plusieurs écarts. Cependant, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées avoir procédé aux travaux nécessaires afin de lever ces écarts. Il a transmis la facture correspondante.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Valeurs limites de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 35
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :  a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : - pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; - température < 30 °C ;  b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration : - matières en suspension : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l ; - DBO <sub>5</sub> : 800 mg/l.  Ces valeurs limites a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure ;  c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) : - matières en suspension : 100 mg/l ; - DCO : 300 mg/l ; - DBO <sub>5</sub> : 100 mg/l.  Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau. d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain : - indice phénols : 0,3 mg/l ; - chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; - cyanures totaux : 0,1 mg/l ; - AOX : 5 mg/l ; - arsenic : 0,1 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l ; - métaux totaux : 15 mg/l.  Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.  Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis les rapports de mesures de ses rejets aqueux daté de juin 2025 et septembre 2025.  L'inspection des installations classées constate un dépassement de pH (max 8,7) pendant 2h sur un prélèvement de type 24h lors de la campagne de mesures de septembre 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 4 : Appareils à pression**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/09/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société METAUX 116 est mise en demeure de respecter l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 précité. Elle doit : <ul style="list-style-type: none"><li>• mettre en place les mesures permettant d'effectuer les vérifications périodiques ou les requalifications périodiques de son compresseur de la marque Mécafer de 1998,</li><li>• tenir à jour la liste de chaque équipement dans lequel doit être indiqué, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et la prochaine inspection ainsi que de la dernière et la prochaine requalification périodique.</li></ul> Cette liste, une fois mise en place, doit être mise à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en destruction son compresseur de marque Mécafer de 1998. Il a transmis à l'inspection des installations classées le certificat de destruction associé.  L'exploitant informe l'inspection qu'il dispose d'un nouveau compresseur à air depuis 2025. Il précise que ce nouveau compresseur à air est le seul équipement sous pression en exploitation sur son site.  De plus, l'exploitant a transmis la liste où est référencé son équipement sous pression. Celle-ci est conforme à l'arrêté ministériel du 20/11/2017.  Aussi, l'inspection des installations classées considère que l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/09/2024 a été suivi d'effet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 5 : Appareils à pression**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/09/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inspection périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société METAUX 116 est mise en demeure de respecter l'article 15.I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 précité. Elle doit : <ul style="list-style-type: none"><li>• soit se mettre en conformité en mettant en place les mesures permettant d'effectuer les inspections périodiques de son équipement,</li><li>• soit cesser cette activité en démantèlement ses équipements et en les évacuants dans une filière adaptée. Dans ce cas il faudra justifier cette opération en transmettant le certificat de destruction sans délai.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis en destruction son compresseur de marque Mécafer de 1998. Il a transmis à l'inspection des installations classées le certificat de destruction associé.  L'exploitant informe l'inspection qu'il dispose d'un nouveau compresseur à air en 2025. La prochaine requalification périodique de ce compresseur doit être réalisée au plus tard en 2027.  Aussi, l'inspection des installations classées considère que l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/09/2024 a été suivi d'effet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure



**N° 6 : Appareils à pression**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/09/2024, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Requalification périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société METAUX 116 est mise en demeure de respecter l'article 18.I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 précité Elle doit : <ul style="list-style-type: none"><li>• soit se mettre en conformité en mettant en place les mesures permettant de justifier la requalification périodique de son équipement,</li><li>• soit cesser cette activité en démantèlement ses équipements et en les évacuant dans une filière adaptée. Dans ce cas il faudra justifier cette opération en transmettant le certificat de destruction sans délai.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis en destruction son compresseur de marque Mécafer de 1998. Il a transmis à l'inspection des installations classées le certificat de destruction associé.  L'exploitant informe l'inspection qu'il dispose d'un nouveau compresseur à air en 2025. La prochaine requalification périodique de ce compresseur doit être réalisée au plus tard en 2027.  Aussi, l'inspection des installations classées considère que l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/09/2024 a été suivi d'effet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure